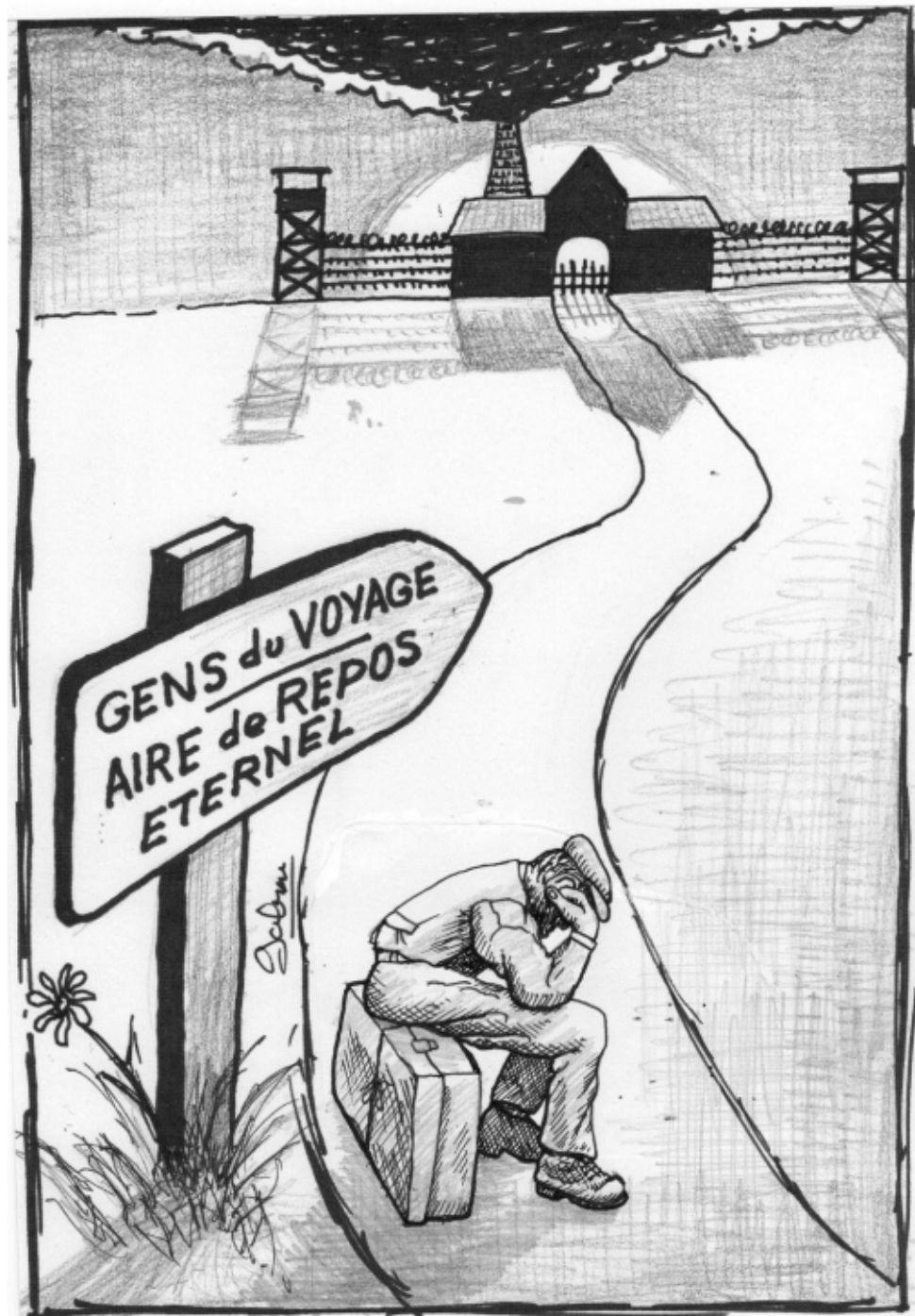


Creuse-Citron

Journal de la Creuse libertaire - N° 26 - hiver 2010 - prix libre



Tous en colère

Interrogations p. 2
Caisse de grève p. 3

A l'affût

Projets éoliens en Creuse p. 4
Ligne à grosse dépenses p. 5

La gueule toute verte

Mines et déchets nucléaires pp. 6-8
A quoi bon la radiothérapie p. 9

Mauvaises fréquentations

Un percussionniste libertaire
pp. 10-11

Rom attitude

Rengaine raciste pp. 12-13
Il était une fois p. 14
De très vieilles ombres p. 15

Mémoire aux poings

Un curé athée ! pp. 16-17

Mauvaises lectures

p. 18
Revue de crise
p. 19

Rendez-vous
p. 20

2 - tous en colère



Interrogations

Pendant les mouvements sociaux de septembre-octobre, plusieurs tracts ont circulé, faisant état d'un questionnement sur le sens de la défense des retraites et essayant de resituer cette action dans une critique plus profonde du travail et du salariat. Nous donnons et commentons ci-dessous quelques extraits d'un de ces tracts (anonyme).

« Ce tract s'adresse à tous ceux qui se sentent partie prenante du mouvement d'opposition à la réforme du système des retraites. Il est écrit par des personnes qui ne sont pas directement impliquées dedans, ne serait-ce que parce qu'elles tentent dans la mesure du possible d'échapper au travail salarié (en tout cas : au travail à temps plein et à durée indéterminée), et ne se trouvent donc pas en position de faire grève ou de participer à des AG (inter)professionnelles.

Notre sentiment est que la lutte qui s'étend ces jours-ci est tout à fait légitime. Il est juste de rejeter les sacrifices exigés des gens ordinaires par une élite

politico-économique rapace, dont le désir de mettre en valeur (monétaire) le monde et les humains est sans limite. Seul un blocage déterminé des flux de marchandises et de main-d'œuvre peut effectivement y mettre des bornes.

En même temps, nous trouvons qu'il est incorrect de ne se battre que pour conserver le mode de distribution actuel des pensions de retraite. [...]

Peut-on défendre comme un idéal un système qui fait de la vieillesse une sorte de terminus ? [...] Le grand moment arrivé, un sentiment de solitude et d'inutilité envahit logiquement beaucoup de personnes, salariées depuis des dizaines d'années.

Y a-t-il inévitablement besoin d'attendre 60, 62 ou 67 ans pour faire ce que l'on a toujours eu envie de faire dans la vie ? [...] N'est-ce qu'une question d'argent, et ne serait-il pas possible d'en gagner moins, pour jouir d'une plus grande liberté et du plaisir de prendre en charge des besoins humains plus essentiels ?

Est-il possible de soutenir, comme tous les partis de gauche et les syndicats, que l'on peut faire confiance à notre économie moderne pour créer plus de richesses dans le futur ? [...] Y a-t-il besoin que plus d'argent soit mis en circulation, pour exiger enfin qu'on le partage tout de suite ?

Est-il tenable de réfléchir à la question de la solidarité sans poser celle du sens de notre travail et de ce que notre société produit ? N'est-il pas dramatique que cette belle solidarité repose sur tant d'emplois inutiles, et pourtant stressants, quand ils ne sont pas littéralement calamiteux pour le milieu naturel ? [...]

Parce que nous répondons par la négative à ces différentes questions, nous nous sentons plus intéressés par la (re)construction de modes d'entraide directe entre les gens que par la défense de l'État social. Nous avons pourtant conscience qu'il est impossible aujourd'hui de se passer des revenus socialisés pour se soigner, se loger, accueillir un nouveau-né, financer des projets collectifs etc., et c'est en partie pour cela que nous nous mêlons aux manifestations et soutenons les grévistes. Mais nous nous souvenons que l'État-providence est né, au début du ^{xx}e siècle, de l'unification de coopératives ouvrières ou villageoises, de caisses de solidarité entre travailleurs, de mutuelles construites par en bas. Plus exactement, il s'est substitué par en haut à ce foisonnement coopératif, qui était une des bases du mouvement ouvrier et de la combativité populaire au ^{xix}e.

Aujourd'hui, nous pensons que la meilleure manière de se protéger contre la mise en concurrence de tous et le démantèlement des « acquis sociaux » serait de régénérer ce genre de pratiques : faire des caisses de secours entre amis,



voisins, collègues ; faire des potagers collectifs ; ouvrir des ateliers où échanger des savoirs, des techniques, où mettre en commun des biens ou des services qui coûtent cher (ou pas !) ; au fond, prendre toutes les initiatives qui vont dans le sens d'une solidarité concrète, à même de nous rendre moins dépendants de l'argent. [...]

Nous savons que le discours que nous tenons est fréquemment considéré comme défaitiste, notamment par les militants. Que le type d'initiatives que nous appelons de nos vœux, et pratiquons pour partie, passe au mieux pour sympathique, mais de toute façon marginal, sans impact sur le combat fondamental entre le bon peuple et le grand capital.

Il est clair que, dans la situation actuelle, les pistes indiquées relèvent du bricolage. Mais c'est un bricolage qui fait preuve de plus de modestie, de dignité et de réalisme, que l'exaltation des gains de productivité à laquelle se résume la simple défense de l'État social. Nous pensons également que ce qui est à même d'effrayer réellement une classe dirigeante, c'est d'abord que ses sujets n'aient pas peur de se poser des questions. [...] Voire, rêvons, qu'ils s'organisent pour devenir plus autonomes – c'est-à-dire qu'on ne cherche pas seulement à affronter cette classe dominante sur son terrain, mais aussi à faire en sorte de se passer d'elle, de sa propa-

gande écœurante, de sa camelote électronique, automobile, alimentaire, etc. »

Il est facile de critiquer ce discours, très proche de celui de certains « décroissants », comme étant un discours à la fois individualiste et élitiste. Irréaliste aussi puisqu'il laisse supposer que le capitalisme peut non seulement tolérer l'existence en son sein de modes de production et de vie contraires à ses principes et qu'à terme il puisse y avoir là une possibilité de changement global du système.

Mais la question posée reste centrale. Quand nous participons aux manifestations derrière une banderole proclamant « abolition du salariat », nous ne prétendons pas défendre les retraites comme la plupart des gens qui défendent également les « services publics » sans remettre en cause le rôle de l'État et de sa bureaucratie centralisatrice. Quelle synergie faut-il bâtir, quels regroupements faut-il inventer pour que nos mots d'ordre ne soient plus considérés comme simplement provocateurs ? Face au triomphe de l'idéologie individualiste, quel activisme faut-il inventer pour redonner un sens à l'action collective sans laquelle il ne peut y avoir de projet de société égalitaire où chaque individu ait sa place ?

MAP



Création de la caisse de grève du Plateau de Millevaches

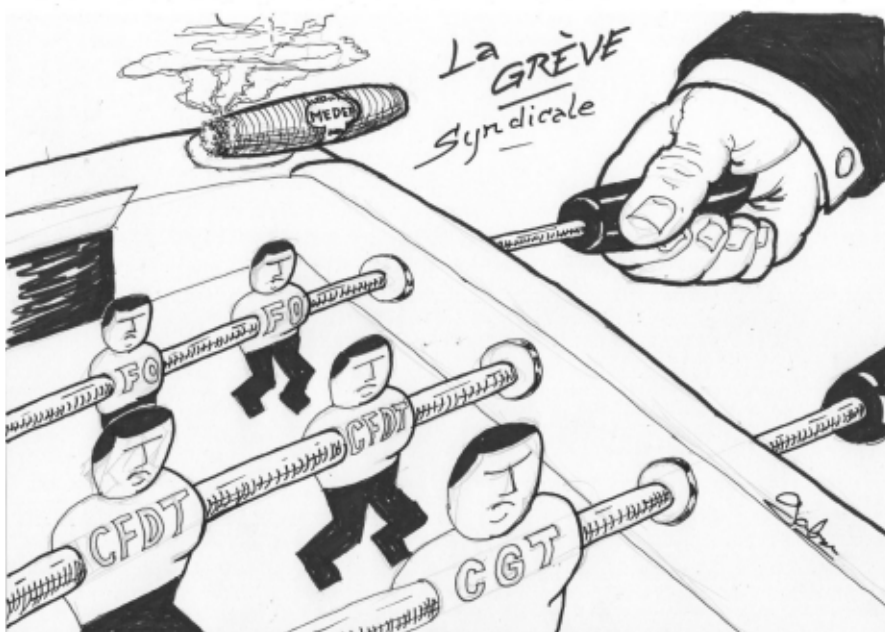
Une centaine d'habitants du Plateau de Millevaches, avec ou sans appartenance politique ou syndicale, se sont réunis dimanche 24 et lundi 25 octobre pour envisager le soutien qu'ils pourraient apporter aux travailleurs en lutte contre la loi sur les retraites.

La participation au blocage réussi du dépôt de Brive mardi 26 octobre, inaugure les actions qui ont été envisagées (voir le compte rendu sur www.millevaches.info).

D'autre part, faire fonctionner la lutte (tracts, déplacements, etc.) et surtout faire grève coûte cher. Pour y faire face et permettre à la lutte de durer, le groupe a décidé de constituer une Caisse de grève du Plateau afin de récolter des fonds qui seront remis en priorité aux grévistes. Une collecte immédiate a permis de récolter près de 1 000 euros et différentes formes de collectes militantes ont également été envisagées.

Le groupe a décidé la création d'une association qui permettra de prolonger la réponse aux besoins immédiats : les luttes sociales, nationales ou locales, vont nécessiter dans les mois et les années à venir notre soutien constant.

Pour toutes les informations et les dons : www.millevaches.info / Caisse de grève, Le Bourg, 23340 Faux-la-Montagne / chèques à l'ordre d'IPNS/Caisse de grève



Défaite après défaite jusqu'à la retraite

4 - à l'affût

Éoliennes industrielles, le déferlement se précise

Voici les projets connus en Creuse au 1er octobre 2010 :

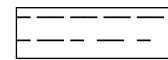
2 sites en sont déjà au stade du permis de construire demandé ou obtenu. →



7 zones de développement de l'éolien (ZDE) ont été validées par la préfecture →



4 ZDE sur 5 supplémentaires devraient être validées dans les mois qui viennent. →



6 autres projets de ZDE sont à des stades moins avancés. →



Nous indiquons le nombre de machines mini et maxi autorisées pour chaque site, tel qu'il peut être approximativement déduit des puissances annoncées (sachant que la puissance moyenne des machines actuellement installées en France avoisine les 2 MW, et que la loi impose au moins 5 machines par site).

Il faut signaler que la lenteur dans le développement des projets ne signifie pas du tout qu'un nombre important d'entre eux n'aboutiront pas. Simplement il y a la « crise », et des incertitudes sur le prix de rachat à long terme de l'électricité produite, c'est à dire sur l'engagement de l'État.

Précisions obtenues auprès du Bureau de l'environnement de la préfecture de la Creuse.



LGV Limoges-Poitiers : la magouille se précise

Le Conseil Régional va faire payer une taxe supplémentaire aux Limousins pour financer l'aberrant projet LGV Limoges-Poitiers ?

Les élus Socialistes du Conseil Régional du Limousin unanimes (ceux de Creuse y compris), décident de faire payer une taxe supplémentaire aux Limousins pour financer l'aberrant projet LGV Limoges-Poitiers !

A l'ordre du jour de la séance de ce jeudi 21 octobre était proposée la mise en place d'une TIPP supplémentaire (Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers).

La loi autorise effectivement cette taxe supplémentaire sur l'essence pour toute exploitation et construction de ligne nouvelle - uniquement programmée dans le Grenelle 1. Pour le Limousin la seule construction nouvelle est la fameuse LGV Limoges-Poitiers. Faire payer une taxe par tous les automobilistes pour permettre à quelques uns de gagner 15 minutes pour aller de Limoges à Paris est consternant. Les élus d'Europe-Ecologie-les Verts qui sont opposés à la LGV Limoges-Poitiers comme ceux de Terre de Gauche se sont prononcés contre cette taxe supplémentaire qui ne peut servir qu'au financement de la LGV, et non à

l'optimisation de la ligne POLT (Paris - Orléans - Limoges - Toulouse) projet conforme aux besoins d'aménagement du Limousin, respectueux de l'environnement et au développement des TER.



La Mafia dépassée :

Le financement des LGV avec le Partenariat Public-Privé

L'exemple de la LGV Tours-Bordeaux doit servir de modèle pour le financement de la LGV Limoges -Poitiers. Sur Tours -Bordeaux, pour une participation à moins de 30% du projet final, Vinci concessionnaire de la LGV percevra les péages pendant 50 années, soit 250 millions d'euros par an.

La part versée par les collectivités locales, Départementales ou Régionales,

25%, et celle de l'État, 25%, le seront à fond perdu.

Réseau ferré de France (RFF), entreprise publique, sur-endettée, et largement subventionnée, devra verser 2,025 milliards d'euros. Cela ne peut être considéré comme un investissement. Non seulement RFF n'aura aucun retour sur investissement, mais elle perdra la valeur des péages annuels actuellement payés pour la circulation des TGV sur la ligne classique.

Vinci est le premier opérateur européen de concessions d'infrastructures de transport ferroviaires, autoroutes, parkings, aéroports. Il finance, construit et exploite dans le cadre de contrats de longue durée les infrastructures de transport et les équipements répondant aux besoins des collectivités publiques. Les élus vont à la facilité en répondant « oui » au chant des sirènes du lobby financier et industriel de Vinci dont le chiffre d'affaires a dépassé les 33 milliards d'euros en 2008 et ayant à disposition les moyens médiatiques, d'expertises et les appuis politiques pour promouvoir ses projets.



Demain la vie sera de l'autre côté de l'écran

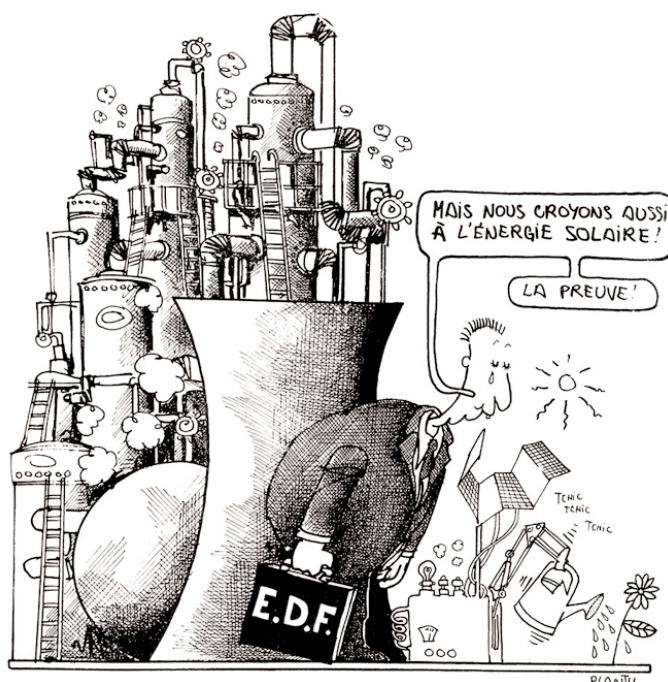


Dans l'radon, tout est bon !

Creuse-Citron a essayé d'y voir un peu plus clair sur le dossier des mines d'uranium et des déchets en Limousin. Mais il faut dire que les informations sont difficiles à obtenir et que le travail des associations qui ont un œil critique sur ce sujet est rendu difficile car tout cela est encore largement couvert par le « secret défense ».

IL FAUT SAVOIR qu'au départ c'est le général De Gaulle qui a décidé, en 1945, la création du CEA (Commissariat à l'énergie atomique). C'était une réponse politique aux États-Unis qui avaient construit un réacteur nucléaire à des fins militaires. Ces recherches avaient un coût important et simultanément on a cherché à utiliser l'énergie nucléaire à des fins civiles. Ce n'est qu'en 1958 qu'a été mis en service le premier réacteur nucléaire produisant de l'électricité. Et c'est en 1960 qu'a eu lieu la première explosion d'une bombe atomique. D'autres réacteurs ont été construits, mais c'est à la suite du choc pétrolier de 1973, que M. Mesmer a décidé, sans consulter le parlement, la construction d'une batterie de 19 centrales nucléaires, à la fois pour « assurer une indépendance énergétique » à la France, et à la fois pour réduire les coûts du nucléaire. Un leurre puisqu'aujourd'hui la totalité de l'uranium est importée. Même si les activités civiles et militaires du CEA ont été officiellement séparées en 1981. Le nucléaire est marqué par son histoire militaire et couvert par le secret-défense. L'opacité de l'information fait partie du nucléaire et de son industrie. Le plutonium produit comme déchet par le pseudo-nucléaire civil est retravaillé avec

des centrifugeuses pour servir à l'élaboration d'armes nucléaires. N'importe où dans le monde, tout projet de production d'électricité à partir du nucléaire est un projet guerrier.



« Oui à l'avenir »

POUR ESSAYER d'y voir plus clair sur ce dossier, nous avons rencontré en particulier Jean-Pierre Minne de l'association « Oui à

l'avenir ». L'association « Oui à l'avenir » (qui fait partie du réseau Sortir du nucléaire) s'est d'abord créée contre les projets d'enfouissement des déchets radioactifs en Creuse (cf. *Creuse-Citron*, n° 1, septembre 2004), qui pour le moment n'ont pas été réa-

lisés, de même qu'à Bure les déchets ne sont toujours pas descendus. Ce combat, qui est mené depuis sept ans, continue. Aujourd'hui « Oui à l'avenir » mène un autre combat pour la réhabilitation des mines d'uranium, car il faut savoir qu'il y a 215 ou 220 mines d'uranium en France, dont une trentaine en Creuse.

Ces mines ont été abandonnées et elles mettent en danger la santé des gens. Le problème est que les mines d'uranium creusoises ne gênent personne sur le plan économique. Il n'y a aucune utilisation des sites (et des alentours), ni industrielle ni agricole : donc il n'y a pas d'intérêt économique à s'en occuper : la pression ne peut se faire que sur l'environnement et la santé, parce que ce sont les seuls enjeux. L'impact environnemental n'est pas visible, il faut le

mettre en évidence pour pouvoir obtenir du nettoyage et de la réhabilitation. Celle-ci consiste souvent à enlever les cailloux radioactifs d'un endroit pour les mettre dans

La Clis

Une Commission locale d'information et de surveillance (Clis) devrait exister depuis juillet 2008 dans tous les départements de France où il y a d'anciennes mines d'uranium. Mais ça n'est pas appliqué correctement partout, il y a des endroits où le pouvoir est confisqué par le Préfet, par Areva et par les administrations chargées de faire respecter la loi ; ce qui fait que les associations n'ont d'autres moyens que de faire des manifestations, de mettre des panneaux d'affichage...

Des Clis ont été mises en place en Limousin. Au sein de la Clis, une commission restreinte paritaire de six ou sept personnes a été créée : un ou deux conseillers généraux, un ou deux maires, les représentants d'Areva et deux associations (en Creuse, « Oui à l'avenir » et « Sources et rivières du Limousin »).

Certaines Clis ont relevé des manquements à la réglementation qui ont entraîné des pénalités pour Areva. Ces pénalités peuvent entraîner une inscription au casier judiciaire d'une personne nominative.

un autre... Mais la question demeure, c'est à Areva de trouver la solution, puisque de la radioactivité est restée, il faut s'en débarrasser. Les premières mesures d'urgence consistent à signaler les sites, à empêcher les gens d'y aller et, dans les endroits qui sont lessivés par des ruisseaux, il faut dévier l'eau pour que les ruisseaux ne passent pas sur la mine, autant de travaux prométhéens qui ne sont pas prêts d'être réalisés...

Dans le code de l'environnement, Areva a hérité des mines d'uranium d'un tas de petites sociétés. Ces sociétés étaient créées uniquement pour l'exploitation d'un site. Et quand l'exploitation de ces mines était terminée, ces sociétés disparaissaient. L'État a fait en sorte que ces sociétés disparues sont devenues Cogéma, puis c'est Areva qui en a hérité.

Un citoyen qui se pose des questions doit s'adresser à la Dreal Limousin (Direction régionale de l'environnement, la recherche, l'aménagement et le logement) qui auparavant s'appelait la Drire (Direction régionale à l'industrie, la recherche et l'environnement). À la Dreal, il y a un secteur minier, composé de deux personnes qui ont autorité pour effectuer des contrôles de radioactivité, y compris des contrôles inopinés.

« Oui à l'avenir » a dénombré 14 anciens sites qui ne sont pas recensés par Areva. L'association a alerté la Dreal qui va déclencher des contrôles inopinés sur ces lieux où sont convoqués le directeur régional d'Areva et ses techniciens. Le contrôle est fait par un laboratoire, souvent la Criirad (Commission de recherches et d'informations indépendantes sur la radioactivité) et tous les frais sont à la charge d'Areva. Si les analyses confirment la présence d'une radioactivité anormale, la Dreal, via le préfet, met en demeure Areva d'effectuer des travaux de dépollution sous peine de sanction.

Combien de mines

L'INSTITUT DE RADIOPROTECTION et de sûreté nucléaire (IRSN) a publié deux bilans – intitulés Mimausa (Mémoire et impact des mines d'uranium), 2004-2005 et 2007-2008. Sur la Creuse, le premier inventaire comptait 16 mines d'uranium ; le deuxième en a relevé 20. La dernière mine ayant fermé en 2001, comment se fait-il qu'un institut retrouve dans l'intervalle 4 mines ? Les 4 mines n'auraient pas été des mines, il n'y aurait pas eu d'exploitation...

Le sous-sol n'étant jamais une propriété privée, pour toute exploitation de type minier il faut obtenir un permis d'exploitation et de recherche, qui est publié au *Journal officiel*. « Oui à l'avenir » a épluché un stock de vieux *Journaux officiels* des années 1950 à

1975 et a croisé les mentions de permis délivrés avec la base de données du Bureau de recherches géologique et minier (BRGM) où l'on trouve les coordonnées précises de chaque site. Puis, munis d'un compteur « Radex », les membres de l'association ont fait des mesures sur les sites découverts : 31 lieux en Creuse ont donné lieu à exploitation, et un bon nombre n'a pas fait de déclaration de fin d'exploitation. Les mines sont toujours considérées en activité !!

Le problème de l'eau

« OUI À L'AVENIR » souhaite demander à la Clis qu'une fois par an il y ait une analyse de la radioactivité de l'eau distribuée aux particuliers dans les anciens secteurs miniers. Tous les mois il y a un affichage en mairie de la qualité de l'eau (coliformes fécaux, nitrates, sels d'aluminium, etc.), mais il n'y a pas de mesures de la radioactivité. Dans la revue du réseau Sortir du nucléaire, il y a un article sur les mines d'uranium avec photos de la mine d'Hyverneresse (sur la commune de Gioux), qui est à ciel ouvert et en souterrain. Pour ce site, la société Areva a été mise en demeure : elle a commencé à faire des clôtures, à gratter ; elle a racheté des terrains. Cela s'est amélioré, mais ça n'est pas fini et l'eau qui descend de la mine va directement dans la Creuse. Les sédiments sont 30 à 50 fois plus radioactifs que les stériles qui sont près de la mine, car les sels d'uranium sont lessivés ; parmi les minéraux ce sont les plus solubles, presque aussi solubles que le sel. Les mesures faites par Areva et la Criirad au même endroit, ne sont pas toujours les mêmes : où est la vérité ?

La mine de Montgaud, sur la commune de Roches, est une ancienne mine à ciel ouvert devenue un étang. Cet étang est non clôturé, situé sur un terrain privé (la Cogéma a revendu la mine aux gens du coin) et l'eau est radioactive. Les vaches boivent de l'eau radioactive ; une bouse de vache a été analysée à 3 000 becquerels (unité de mesure de la radioactivité) – alors que la radioactivité naturelle est de 200. On a trouvé des tas de bois radioactifs. Le bois pompe des nutriments dans le sol, mais il pompe également des radio-actinides ; puis il les vaporise, mais en plus de faire du gaz carbonique et de l'oxygène, il émet du radon. Quand on coupe ce bois et qu'il brûle dans la cheminée, il y a une partie de ces actinides qui se décompose dans l'atmosphère (radon).

L'eau du robinet à Limoges est radioactive, elle contient du strontium, du tritium (voir le film TV d'Élise Lucet). Le Préfet de région a considéré que cette histoire portait préjudice à l'image touristique du lac de Saint-Pardoux ; il a donc été demandé à Cogéma de

Bessines et le retour du stockage des déchets

Quand on fait une installation classée dans le cadre de la protection de l'environnement (ICPE), par exemple pour un stockage de déchets, il y a une enquête publique, puis après il faut un permis de construire : c'est le maire qui le délivre ou le préfet pour cause d'utilité publique. Quand Areva a voulu stocker à nouveau des déchets à Bessines son discours a été le suivant : « Vous avez des trous, on va vous remettre de l'uranium, le même que ce qu'il y avait auparavant, enfin presque ce n'est plus de l'uranium 235, c'est du 238, et puis il y a du césium, du strontium, du polonium, ce sont des trucs qui viennent des centrales... Enfin, c'est la même chose, c'est dans la terre. »

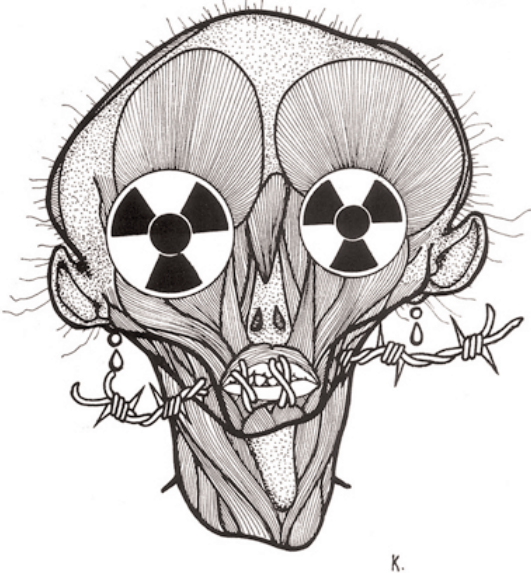
On vote au conseil municipal et il accepte.

Donc l'uranium appauvri revient actuellement à Bessines, sauf qu'il y a un problème légal : le permis de stockage est attribué pour une quantité précise et le seuil sera vite atteint car au lieu de stocker 10 % des déchets ici et d'en exporter 90 % en Russie, aujourd'hui tout arrive ici. Dans un an ou un an et demi, il n'y aura plus la place. Alors que va-t-on faire de ces déchets ?





ORSEC - RAD IRRADIÉS !



SUIVEZ LES CONSEILS DE NEUTRON FUTÉ !

nettoyer le lac. En fait les déchets ont été déplacés (à Bellezane et ailleurs). Il existe des photos d'une pelleteuse faisant un trou et y déversant un peu de ces saloperies qui devaient disparaître et qui donc n'étaient transférées que de 20 à 30 mètres !

Si on mesure le thorium qui se trouve dans le ruisseau du Vincou près du lac de Saint-Pardoux, on a 1 500 becquerels alors que le bruit de fond est de 200 (bruit ordinaire sur un carreau de mine d'uranium), soit 7 fois la dose. Et en plus, il y a du radon (5 fois la dose), du plomb radioactif, du potassium et du césium (impliqué dans certains cancers). Ce qui veut dire qu'il y a sans doute eu des stockages, sur Compreignac (Haute-Vienne), de l'uranium de la mine de Margnac, mais aussi sûrement des choses ramenées d'ailleurs après enrichissement.

Le problème des remblais

D'UNE MANIÈRE GÉNÉRALE les cailloux qu'on retirait d'une mine et qui n'étaient pas suffisamment radioactifs pour être traités, restaient sur le carreau de la mine, et ce qui est grave c'est qu'ils ont été utilisés pour faire des remblais ailleurs. Vous vous promenez sur une route en Limousin avec un compteur Geiger et tout d'un coup ça mesure 5 000 becquerels !

rer leur route ou leur jardin ! On n'enrichissait pas l'uranium dans toutes les mines d'uranium du Limousin (une soixantaine), il y avait des lieux de regroupement : deux ou trois en Haute-Vienne et la Ribière à Domeyrot en Creuse.

Areva a été mis en demeure, par la circulaire Borloo de juillet 2009, d'aller recenser et faire des mesures là où il y a des stériles. Un hélicoptère est passé et repassé au-dessus de la Creuse et de la Haute-Vienne, pour dresser une cartographie des stériles. Mais cette cartographie n'a pas été publiée. Comment se fait-il que ces relevés par hélicoptère ne soient pas communiqués ? Que sont-ils devenus ?

Il faut savoir qu'en Creuse une trentaine de municipalités sont concernées. Qui va bouger pour exiger une information qui est due à chacun ? Parfois on peut se demander dans quelle mesure on souhaite connaître la vérité...

N'oublions pas tous les chauffeurs routiers qui ont transporté dans la benne de leur camion le minerai d'uranium (après avoir bien respiré la poussière sous la trémie), et bien sûr sans aucune protection. Tous ces chauffeurs sont morts... et pas de vieillesse. Par exemple ceux des mines du Bourg d'Hem en Creuse.

Théoriquement il ne devrait pas y avoir de produits rayonnants à forte dose. Mais en Creuse et dans le Limousin, on en a trouvé, parce que le minerai, qui est lui-même radioactif à des doses importantes, a été enrichi. Il y avait des endroits où on procédait à la lixiviation : on lessive l'uranium extrait du sol avec de l'acide sulfurique pour l'enrichir. Ce procédé génère des résidus : pour 5 kg d'uranium un peu enrichi, on a 95 kg de résidus. Ces résidus ont été utilisés pour empierrier la N 145 ou un stade à Gueugnon, ou on en a donné à des particuliers pour empierrier

Méthodes de traitement des déchets

LE PRINCIPE n'est pas compliqué : vous prenez un bloc d'uranium, vous le mettez sur la table ; et vous repassez 24 millions d'années après, il a perdu la moitié de sa radioactivité (l'uranium a une période de demi-vie de 24 millions d'années). L'uranium a des enfants : le radium, le radon (le fils du radium), et au bout de la chaîne on a du plomb.

Il suffit de laisser les minerais où ils sont et les déchets en particulier : les déchets, on les a faits, il ne faut pas les balader ! Si vous les mettez ailleurs, vous les transportez, vous multipliez le risque.

Il y a plusieurs procédés pour diminuer la radioactivité des déchets. Un procédé chimique ; un autre procédé qui consiste, pour certaines radiations, à tendre un film spécial empêchant les remontées et à recouvrir par-dessus ; un troisième procédé encore est le lagunage : on met les boues à l'air dans un fossé et elles perdent leur radioactivité, essentiellement par décomposition des radio-actinides et par évaporation en radon. Évidemment, il faut alors empêcher l'accès aux promeneurs. Les clôtures posées par Areva sont parfois des clôtures à vaches, mais ce genre de clôture n'a jamais empêché les gens de passer, les chasseurs pour aller au sanglier et les promeneurs pour aller aux champignons !

MAP & S

Le Radon

Dans les éléments chimiques radioactifs nommés « actinides » il y a trois familles : alpha, bêta, gamma. Le radon est dans les alphas ; en trois jours il perd la moitié de sa radioactivité ; il disparaît rapidement ; il suffit d'aérer sa maison. Dès qu'il y a du radon, même si les doses ne sont pas importantes, il faut se méfier ; dans certaines écoles de la région, une VMC a été installée qui génère un courant d'air permanent. Par contre, le radon est dangereux à ingérer car il attaque les cellules, les gens peuvent en inhaler, ou en absorber, car il peut être dissous. En Creuse il n'y a pas eu d'étude épidémiologique, les cancers sont imputés à la boisson, au tabac ou à la radioactivité naturelle... mais il semble bien, en fait, qu'il y ait une surreprésentation de certaines affections cancéreuses.

À quoi bon la radiothérapie, à Guéret... ou ailleurs



LA MOBILISATION IMPORTANTE des élus de tout poil à propos de la fermeture du service de radiothérapie de Guéret s'est faite sur un consensus mou autour de la question, évitant bien sûr, de déborder sur le saccage organisé et généralisé des services publics.

Consensus mou qui permet à ceux qui ont ou qui font voter les lois entraînant ces fermetures, de se mobiliser et de pousser de hauts cris, car il faut bien caresser l'électorat local dans le sens du poil.

Ensuite, on plonge dans l'obscurantisme le plus total, avec la campagne de signature d'une carte postale présentant une pathétique photo d'enfant en noir et blanc. Ce procédé est odieux, il en appelle à la réponse instinctive, et non à la réflexion de chacun sur un problème grave qui est celui de la santé publique, et de la réalité d'un service de proximité.

Qui, en effet a seulement posé la question de la nécessité absolue de la radiothérapie dans le soin d'une personne atteinte d'un cancer ?

Cette technique ultra sophistiquée, dangereuse pour ceux qui l'utilisent et pour les personnes traitées, demande des matériels horriblement coûteux en investissement et en maintenance, et des personnels extrêmement spécialisés pour s'en servir. Elle est un peu le symbole de cette médecine qui traite les maladies et pas les hommes.

La radiothérapie est faite pour brûler les cellules cancéreuses, soit. Mais pour peu que votre cancer soit situé à un endroit un peu difficile d'accès, ou déclaré particulièrement actif, alors là,

on va arroser à côté, forcément, et vous allez vous retrouver avec un problème cardiaque, pulmonaire, cérébral, intestinal, suivant où était situé le foyer cancéreux. Et tout le monde ferme sa gueule, parce que la maladie fait peur, et que la science a toujours raison.

Arrêtons de défendre n'importe quoi au nom d'un service public qui n'en est pas un, et qu'il serait grand temps de réinventer.

MARIE-ANGE



10 - mauvaises fréquentations

Percussions libres

Le percussionniste Lê Quan Ninh a joué et enregistré, entre autres, la musique de John Cage. En tant qu'improvisateur, il participe à de nombreuses rencontres en Europe et en Amérique du Nord et joue régulièrement dans des groupes qui mêlent musique improvisée acoustique et électro-acoustique, art performance, danse, poésie, cinéma expérimental, photographie et vidéo...

Avec la violoncelliste Martine Altenburger, il fonde en 2006 l'ensemble Jh|atus, un ensemble de musique contemporaine dont les membres sont à la fois interprètes et improvisateurs. Martine et Ninh résident en Creuse. Ninh a longtemps milité à la Fédération anarchiste et son approche de la musique nous a interpellés.

CREUSE-CITRON : Ta compagne et toi jouez de la musique contemporaine mais avez vous eu un cursus musical classique ?

Oui, nous sommes de formation classique. Nous ne le renions pas, mais tout n'est pas bon au conservatoire, alors on fait le tri de ce qui nous paraît essentiel. À l'adolescence j'étais branché sur les musiques improvisées, le free jazz et la free music, des musiques qui vont vite et fort, qui hurlent, qui disent des choses sur la révolte. Comme je faisais de la percussion, de toutes façons le répertoire est contemporain (à moins de vouloir être percussionniste d'orchestre ou de jouer des percussions traditionnelles). J'ai gardé le goût d'être plutôt étonné que rassuré, et je continue à jouer des musiques qui posent question. Nous ce qui nous rassure c'est d'être étonné, c'est ce qui nous turlupine, nous excite du fait qu'on ne le connaît pas. On aime les sons, le silence, on ne joue pas de la musique très formaliste, on aime la musique qui est goûteuse à l'oreille ce qui ne signifie pas forcément harmonieuse, ça peut être extraordinairement dissonant, à partir du moment où ces dissonances sont ces frottements de l'ordre de l'agrégat sonore, du vibratoire, pas uniquement intellectuel.

Dans la musique contemporaine il y a beaucoup de compositeurs intellectuels, très conceptuels, mais on y trouve des choses qui nous interpellent vraiment. Nous venons de passer quinze jours à Cologne, à répéter des pièces de Earle Brown, un compositeur américain de l'école de New-York des années cinquante-soixante. Là on a dû vraiment se prendre le chou, parce que ce n'est pas une notation musicale classique, c'est des propositions, parfois seulement des sché-

mas, on doit se représenter la partition en mouvement et en trois dimensions, mais ça laisse une grande marge de manœuvre pour les interprètes et on compose la pièce avec le compositeur en quelque sorte, on la recompose, et ça, dans l'écriture, c'est une grande preuve de respect pour l'interprète.

Dans le free jazz, même s'il n'y a pas une ligne mélodique, il y a des retours de thèmes, des ponctuations qui permettent à l'auditeur de se retrouver. Dans vos improvisations cela disparaît, comment amener un public habitué à une structure musicale à être réceptif ?

C'est la question essentielle, qu'on se pose à chaque concert. Le risque est de paraître très abscons et lointain pour le public. On est plongé dans quelque chose et on découvre les clefs au fur et à mesure et on peut donner à entendre une proposition musicale difficile d'accès. Mais nous avons une confiance, peut-être naïve, dans la présence. Nous espérons ne pas être des gens distants, nous ne masquons pas le fait que ça nous bouleverse, que ça nous fait bouger. Le public peut être un peu décontenancé, mais il reconnaît qu'on ne triche pas, qu'on est là et qu'il se passe quelque-chose de vraiment intrigant : comment ça se fait qu'ils se mettent dans cet état pour jouer, qu'ils y mettent autant de soin ?

Depuis que nous organisons des concerts en Creuse, où il y a eu très peu de présence de ce genre de musique auparavant, nous avons décidé de proposer une discussion après le concert. Nous préférierions que la musique se suffise à elle-même, mais malgré tout, si la musique est un objet, on n'est pas toujours obligé de l'aborder de manière frontale, on doit pouvoir l'aborder par tous les bouts, tourner autour. Pouvoir en parler un peu



© : daniel theunynck

donne un autre angle de perception, parfois un seul mot dans la conversation est une clef qui ouvre une fenêtre essentielle.

Le concert à La Spouze, chez René Bourdet en juillet dernier, a été exemplaire à cet égard : il y avait beaucoup de monde, pendant le concert il y a eu un silence et une attention du public tout à fait extraordinaires avec la perception qu'il se passait vraiment quelque chose entre les trois musiciens, et après la discussion a démarré sur les chapeaux de roues aidant à casser l'image que beaucoup ont d'un discours abscons associé à l'art contemporain.

Nous prenons les choses par le sensible, nous ne renions pas le cheminement intellectuel des compositeurs, nous sommes certainement beaucoup moins intelligents que tous ces gens qui font des discours très complexes, nous sommes comme des ouvriers, nous faisons les choses. Cela peut paraître bizarre car notre monde a relégué la musique contemporaine du côté de la bourgeoisie, qui ne vient d'ailleurs jamais à ce type de concerts. Nous mettons les mains dans le cambouis, ce que nous faisons est très tactile, et nous en restons à un état naïvement très vibratoire, très primitif.

Le son c'est d'abord la vibration de l'air à différentes fréquences et cela se

ressent. Nous travaillons empiriquement, et nous ressentons les choses physiquement. Il y a des gens qui jouent techniquement beaucoup mieux que nous, mais sur scène il ne se passe rien, il y a une sorte de distance et le public ne se sent pas concerné. Nous souffrons de cette image élitiste de la musique contemporaine. Il n'y a pas à comprendre ; avant tout la musique et le son sont quelque chose de vibratoire, comme la couleur, c'est quelque chose qui nous relie tous, qu'on peut tous comprendre. S'il y a de la musique dans le monde entier, ce n'est pas pour rien, mettre en vibration des sons c'est complètement archaïque, après on peut construire des choses incroyablement complexes, comme les musiques de l'Inde, de l'Afrique ou du Japon. Mais avant tout, il y a une région originelle : le son, des vibrations que tout le monde peut ressentir, qu'un enfant ressent déjà dans le ventre de sa mère. Ces vibrations ne sont pas uniquement captées par les oreilles mais par le corps entier. Mais après, culturellement, on formate l'écoute, on oriente.

Tu critiques la façon dont on enseigne la musique, dont culturellement on la répand, tu parles de bourgeoisie et d'ouvriers, et comme par ailleurs tu as été militant anarchiste est-ce qu'il y a un lien entre ta pratique musicale et tes idées sociales ?

Pendant longtemps je n'ai pas voulu mélanger les deux, j'étais militant d'un côté et musicien de l'autre, même si dès le début de *Radio libertaire* j'ai animé avec d'autres camarades des émissions consacrées au free-jazz, aux musiques improvisées de l'époque qui portaient un très fort message libertaire. C'était formidable de rencontrer tous ces musiciens qui étaient très contents qu'on leur pose des questions politiques, parce que habituellement il y a un consensus doucereux autour de la musique. Je me souviens de la chanteuse noire américaine Abbey Lincoln, qui vient de décéder, qui était très engagée dans le mouvement des droits civiques et proche des Black Panthers, avec le batteur Max Roach et qui était ravie qu'on puisse à nouveau lui poser ce genre de questions.

Dans ma pratique musicale, j'ai toujours œuvré pour que dans nos rapports il n'y ait pas de hiérarchie. Au sein de notre ensemble]h[iatus, de neuf musiciens tout se fait en assemblée générale et on va jusqu'au bout du consensus, ce qui est typiquement libertaire, on passe beaucoup de temps à discuter pour obtenir un consensus fort, et au bout du compte ça donne une identité très forte

au groupe, le résultat est à l'image de l'énergie qu'on a mis dedans. Cela illustre la grande idée libertaire que les moyens doivent être à l'image la fin. Dans la pratique on n'a jamais supporté de travailler autrement qu'en trouvant les solutions ensemble. Je ne conçois pas de faire un travail où quelqu'un dise aux autres ce qu'il faut faire. Pour moi le travail est obligatoirement collectif, même si le collectif a une forme d'inefficacité par rapport à une pensée directrice, cette « inefficacité » génère entre les personnes une forme de poésie unique qu'on ne peut obtenir autrement, une forme de présence des uns aux autres qui ne peut pas arriver s'il y a une direction. Je suis amoureux de cette manière d'opérer, ça génère un type de relation qui est unique, et qui a un goût, une chair particuliers, de l'ordre de la connivence entre les uns et les autres, proche de l'amitié et de l'affection. Toute cette énergie, cette synergie qui se met en place a un goût particulier qui est inaliénable.



© Sylvain Thomas

À côté de cette conception du travail, il y a aussi la transmission, l'articulation indispensable avec le public. J'emploie le mot « public » par défaut, ce sont des individus. On espère que ce que l'on propose, et là aussi c'est une orientation politique, permette à chacun de faire son propre chemin à travers ce qui est reçu. Je ne veux pas jouer une musique univoque, jouant sur le plus petit dénominateur commun, ce qui est presque insultant pour les personnes, parce que je ne peux pas imaginer qu'on est tous pareils, même si on est tous aliénés par la société dans laquelle on vit, on est tous uniques. Nous voulons proposer des choses qui, à la fois, peuvent rassembler de temps en temps mais qui vont aussi titiller ce qu'il y a de plus précieux dans chaque individu. C'est l'ensemble de ces sensibilités, de ces

émotions qui crée une cohérence humaine, pas forcément organisée, sur lesquelles nous travaillons. Nous, musiciens, ne sommes pas les pourvoyeurs de ces émotions car l'énergie que l'on reçoit de la part du public est quelque chose d'incroyablement fort, de tactile, qui nous tient et nous permet de continuer de jouer.

Je joue partout dans le monde, mais organiser des concerts ici, en Creuse, est un vrai bonheur, c'est une nouvelle respiration dans notre travail. La Creuse est un département un peu isolé avec très peu de population et peu de travail, où on trouve une prédisposition à l'écoute extraordinaire ; quand les gens arrivent au concert, ils sont très calmes, alors qu'à Paris tout le monde bavarde. Ici, dès notre premier concert consacré à John Cage, où on a joué des pièces extrêmement silencieuses où il ne se passe quasiment rien, le public était très attentif, d'une attention active, où on voit que chacun tend l'oreille. Nous avons fait un concert à Guéret sur les minimalistes américains, une musique complètement archaïque, avec très peu de choses en action et un maximum d'effet sensoriel comme de simples battements acoustiques naturels provoqués par deux sons simples, et tout le monde est parti dans une sorte de transe vibratoire, dans un état de calme extraordinaire.

Ces concerts sont une forme de militantisme, on assume nos contradictions en demandant de l'argent aux pouvoirs publics, ce qui nous permet de nous payer, bien modestement, car nous voulons que ces concerts soient à entrée libre pour que cette musique ne continue pas à être considérée comme le pré carré d'une élite.

Vous donnez également des cours au conservatoire ?

Dans les orientations des conservatoires aujourd'hui, il doit y avoir une ouverture à la musique contemporaine et à l'improvisation, mais personne ne veut s'en occuper, ces institutions sont très conservatrices et dotées d'une force d'inertie considérable. Martine a obtenu de donner quatre heures de cours par semaine au conservatoire de Guéret, consacrées à faire jouer aux élèves de la musique écrite d'aujourd'hui et à improviser. Il est indispensable d'affirmer une présence, de montrer que la musique ce n'est pas uniquement ce qu'on entend à la radio et à la télé, qui n'en est qu'une partie, pilotée et générée par le commerce.

A visiter, le site de Ninh :
www.lequanninh.net

Les fils du vent... la rengaine !

LA RENGAINÉ, il n'y a que ça qui reste sur les lèvres et dans les oreilles. On en fredonne encore les paroles longtemps après que leur sens est tombé comme une feuille morte dans le vaste pourrissoir de la terre. La mélodie minimaliste nous fait danser au pas. Il faudrait écouter ce que murmure la rumeur docile des foules, sous la baguette du boucher mélomane : si elles s'entendaient, les foules moutonnières, peut-être ne fredonneraient-elles pas avec tant d'entrain l'hymne patriotique de l'abattoir. Car quand on dit : les Romanichels nous sucent le sang, les Arabes nous menacent, les immigrés nous pourrissent la vie, il faut entendre : malheur aux vaincus, mort aux plus pauvres, qu'ils brûlent dans la fournaise tisonnée par les charognards milliardaires. À la lumière du feu le passé se projette, une image muette et syncopee, sur le mur du futur érigé par nos maîtres en travers de tous les chemins confisqués. Shoah, Samudaripen. L'horreur de l'extermination aurait pu être dénoncée dans les mécanismes qui conduisirent à éliminer tous ceux qui, pour des raisons diverses, portaient atteinte au fantasme psychopathe de la pureté : Juifs, Tsiganes, homosexuels, communistes, asociaux, résistants. Ce rêve monstrueux d'une société homogène constituée de clones que le nazisme porta aux nues demeure. Depuis, la manipulation de masse est devenue un art magistralement exercé par la classe politique et les médias, marionnette droite et marionnette gauche d'une ploutocratie cupide. Les bronzés font tache, les nomades introduisent du flou dans la photo de groupe, les immigrés dépareillent. De façon très habile, l'horreur générée par l'holocauste a été capitalisée au profit d'un groupe important, mais non exclusif de victimes. L'extermination est devenue l'extermination des Juifs. L'analyse d'un système économico-militaire fondé sur l'exploitation à mort de tous les groupes humains différents est éludée. Et pourtant... Ce qu'il aurait peut-être fallu retenir de cet épisode, ce sont les fortunes colossales qu'il permit d'édifier sur l'industrialisation du travail forcé (un ouvrier

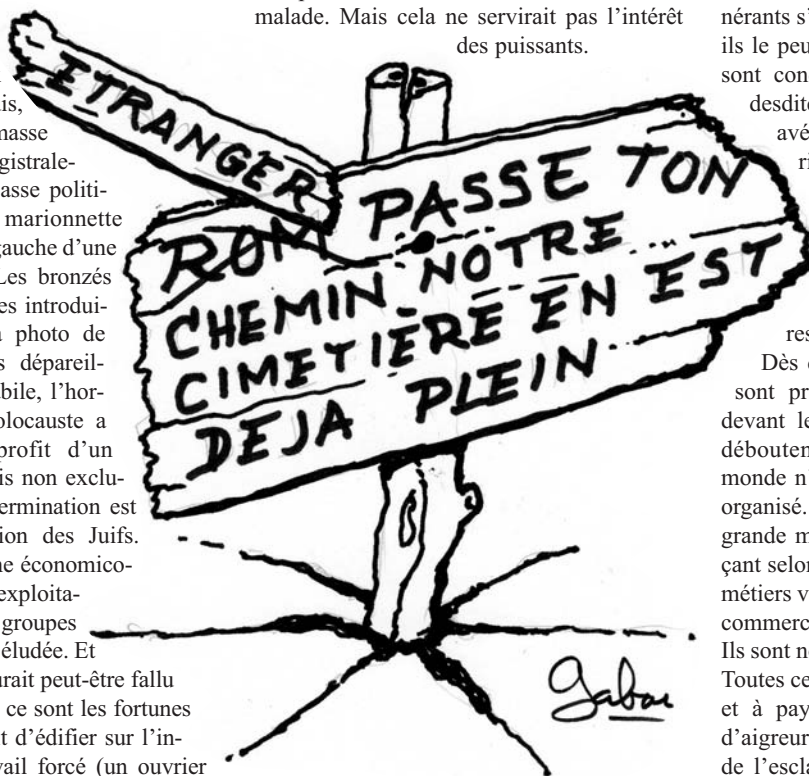
sur cinq pendant le III^e Reich). Ces fortunes, aujourd'hui, n'ont cessé de prospérer. Pour les puissants, la haine des peuples est une affaire juteuse. L'Holocauste est devenu une tragédie juive, alors que c'était un choix de société global poussant jusqu'au délire les mécanismes discriminatoires sur lesquels sont assises nos sociétés.

La France hait la diversité, et c'est bien pratique pour se procurer une chiourme, ainsi que pour noyer le poisson chaque fois que la cupidité des riches devient obscène. Quand on est aux manettes, pour manipuler le populo, on n'a pas besoin d'imagination, l'Histoire n'en a aucune. Depuis six siècles, depuis leur arrivée en Europe de l'Ouest, les Tsiganes sont persécutés. La culture nomade, basée sur les liens de parenté et non sur une identité géographique, fascine et révulse les sédentaires. Pour remédier à cette gêne, il est plus simple de s'attaquer aux Gitans qu'à nos sentiments. La haine, qui nous est consubstantielle, est évidemment le problème en soi, peu importe ce qui l'excite. Renoncer à la nourrir, l'identifier avant qu'elle passe pour ce qu'elle n'est pas – une opinion – devrait être l'objectif de tout humain qui n'a pas envie de passer sa vie à se replier sur ses rancœurs comme une huître malade. Mais cela ne servirait pas l'intérêt des puissants.

Donc rallumons le feu ! Reprenons les mêmes, ils sont toujours là. Malgré les massacres, malgré cinq siècles d'esclavage, malgré l'extermination, malgré une espérance de vie de quinze ans inférieure à celle des autres nationaux et des taux de mortalité infantile comparable à ceux des pays dits en voie de développement, ils sont toujours là. Leurs rangs sont même grossis par les mouvements de migration récents, d'ailleurs limités : autour de 15 000 Roms venus d'Europe centrale ou orientale. S'ajoutant aux quelque 130 000 « gens du voyage », euphémisme visant à désigner les Kalé, Sinté, Yéniches français complètement itinérants, ils commettent l'exploit de saturer les émissions de télé et les rapports de police dans des proportions absurdes si on se réfère à leur nombre. Et comme toujours, le problème essentiel est éludé : celui des droits des plus pauvres, et particulièrement le droit au logement.

Pour les nomades, c'est un casse-tête : les lois Besson (l'autre) qui prévoient des aires d'accueil dans toutes les communes de plus de 5 000 habitants, servent de papier-cul à la plus grande partie des municipalités. Quand elles existent, ces aires d'accueil, elles sont souvent minimalistes. Donc les itinérants s'installent comme ils le peuvent, où ils le peuvent. Les possibilités d'expulsions sont conditionnées par l'existence ou pas des dites aires, mais aussi d'un risque avéré d'atteinte à la salubrité, la sécurité et la tranquillité publiques. Les groupes de grands passages, généralement, connaissent bien la loi et rappellent dans toutes les aires où ils s'installent illégalement avec des liasses de formulaires à faire remplir par les municipaux.

Dès que le moindre riffifi se profile, ils sont prompts à faire valoir leurs droits devant les tribunaux, qui dans l'ensemble déboutent les communes. Mais tout le monde n'a pas le bonheur d'être aussi bien organisé. Contrairement aux idées reçues, la grande majorité des voyageurs bosse, exerçant selon les opportunités et les saisons des métiers variables qui vont de l'artisanat et du commerce ambulancier aux travaux agricoles. Ils sont nombreux à vendanger, par exemple. Toutes ces activités suffisent à les faire vivre et à payer les carrosses qui font grincer d'aigreur le populo. Quant aux Roms issus de l'esclavage, qui ont été émancipés plus





Et le vrai problème posé par les « gens du voyage » sous couvert du faux problème lié à leur marginalité passe à la trappe : peut-on, dans ce pays dit des droits de l'homme, mener la vie qu'on veut ? Se loger selon ses moyens ? Refuser le salariat, le consumérisme, la contrainte géographique et temporelle ? Car comme le relève l'association Halem, si les Tsiganes sont 150 000, les habitants de lieux mobiles, de cabanes, de squats, approchent les 2 millions dans notre pays. Pour beaucoup d'entre eux, il s'agit d'un

tard que les Juifs en France (1864 !) et trimballent toujours un stigmate à côté duquel celui de nos indigènes ressemble à une piqure de moustique (depuis 1500, le mot « tsigan » est synonyme d'esclave), ils tentent tout simplement une survie rendue acrobatique par l'impossibilité légale de travailler comme de se loger, et quoique citoyens européens, on trouve que leurs besoins constituent pour l'État français une charge insupportable. Pourtant les besoins de tous seraient largement satisfaits avec une ponction d'un centième à peine de la fortune d'un seul des vautours qui président à nos destinées, mais il est inconvenant de se poser la question en ces termes. Pour bien montrer que le gouvernement n'est pas raciste et ne demande qu'à aider les plus méritants, il a institué des villages d'insertion pour les Roms qui acceptent de ne plus faire le yo-yo entre la Roumanie et la France, de se plier aux desiderata d'un essaim de personnels sociaux, de rentrer dans le salariat comme on rentre dans les ordres. Inutile de dire que la proportion de Roms jouissant de ce privilège est modeste. On peut penser qu'être quasiment assigné à résidence, fliqué dans ses moindres mouvements, dépossédé de son libre arbitre pour le privilège d'habiter un mobile-home qu'on paye 10 % de ses revenus donne à l'intégration un goût de désintégration, mais c'est pur mauvais esprit. La France est un pays d'accueil, la preuve.

choix de vie délibéré : travailler moins, consommer moins pour vivre mieux. Avoir de petits besoins et de grands espaces de liberté. Préférer la précarité à la lobotomie d'une vie sacrifiée au salariat. Se foutre de la sécurité, chérir la liberté. Fuir la grise aliénation d'une existence où il faut penser à la retraite dès l'âge de 15 ans. Pourquoi les Tsiganes ne peuvent-ils camper où bon leur semble ? Pourquoi ont-ils tant de mal à faire valoir les droits qu'ils ont pourtant, pourquoi les autorités s'ingénient-elles à leur rendre la vie impossible ? Pourquoi une caravane n'est-elle pas un logement ? Pourquoi ne peut-on se domicilier sur un terrain non constructible, même s'il est à nous ?

Comme dit le sénateur Hérisson, « Je ne pense pas que le gouvernement veuille aller dans le sens d'une reconnaissance de la caravane comme logement, car cela aurait des conséquences incalculables. » Un peu, mon neveu ! Si les Romanichels n'étaient pas persécutés, ça pourrait nous donner une méchante envie de vivre comme eux. On comprend mieux les cacas nerveux du gouvernement. Toutes ces manœuvres ne visent pas qu'à nous désigner des boucs émissaires. Elles cherchent aussi, en victimisant les fils du vent, à nous dissuader de choisir leur mode de vie.

LAURENCE BIBERFELD



De la création d'un Ministère de l'identité nationale à la stigmatisation-expulsion punitive-collective des Roms, en passant par les nationalités conditionnelles de seconde zone, se dessine en France un effondrement éthique d'une ampleur sidérante. Une indécence majeure qu'aucun bénéfice politique ne saurait justifier. De très vieilles ombres sont de retour et nous fixent sans trembler.

Patrick Chamoiseau

ASSAGIS

« Si cela s'est produit, alors cela se reproduira ! »

PRIMO LEVI.

IL ÉTAIT UNE FOIS deux petits pays nichés dans ce qu'il convient de nommer le continent européen.

Aujourd'hui nous allons parler de deux petits hommes que beaucoup de points rapprochent. L'un et l'autre furent élus Chef démocratiquement, par une classe moyenne frileuse de perdre ses acquis, très soutenus par une classe dirigeante faite d'industriels et de calculateurs vampiriques...

Les deux petits hommes sont des hyperactifs, sans doute est-ce là un début d'explication quant à leur obsession de vouloir diagnostiquer les troubles du comportement chez les enfants dès l'âge de 2 ou 3 ans. Dépistage précoce des troubles mentaux chez l'enfant et l'adolescent. Rapport du secrétaire d'État à la justice remis le 3 novembre. 2010 au nabot léon. Que fait-on de(s) l'enfant(s) concerné(s) ? Isolement par enfermement, camisole chimique ? (coûteux) Élimination physique ? (moins coûteux ?)

Ces deux psychopathes mégalo-manes sont épris de vie saine, ce qui influe sur leur comportement réciproque, une détestation des boissons alcoolisées qui tourne à l'obsessionnel. L'un est franchement végétarien. Pour les deux les plaisirs de la table sont une perte de temps.

Pour les deux la conviction profonde, chevillée au corps, est qu'ils incarnent celui qu'attend le pays qui, grâce à eux, va relever enfin la tête pour aller vers son grand destin. Leur xénophobie est une chose troublante chez ces personnes éprises de l'idée d'une grande Europe. Les grèves tolérées, presque obligatoires, sont la grève générale de l'intelligence.

Pour atteindre ce but suprême, chaque Chef s'entoure d'un aréopage de conseillers et de ministres inutiles, puisque seul le Chef sait ce qu'il convient de dire et de faire. L'avantage que procurent ces lèche-bottes c'est de porter haut et fort les paroles sublimes du Chef. Néanmoins, il faut savoir s'entourer d'idéologues convaincus, à la pensée droite, juste et sans faille. Ces ministres vont ardemment s'atteler à la tâche la plus importante : l'épuration de la popula-



tion que le laxisme des prédécesseurs a laissé gangrener par une immigration massive, incontrôlée, à l'origine des pires troubles et trafics. Pour se faire, on balance des petites phrases (vite appelées des maladroites), petites phrases qui ont pour but d'habituer l'oreille et les tronches aux propos nauséux, aussi de mesurer jusqu'où peut aller la provocation, et de constater avec satisfaction, la plus totale inertie des mass médias, qui parfois rajoutent même un commentaire complice ou pour le moins goguenard.

Après avoir battu la campagne sous le règne de la peur : peur des jeunes. Peur des jeunes de banlieues. Peur des jeunes de banlieues, issues de l'immigration. Peur de l'immigration. Peur de l'immigré. Ceci étant fait, maintenant il est de la plus haute importance de désigner le pire des migrants. Celui qui, depuis toujours, effraie dans les chaumières pleines d'esclavagisés, empatriotés, avec dans l'idée que le pire vient du dehors. Et c'est le Rom, ce privilégié. D'autant que, la plupart des citoyens stigmatisent complai-

samment une race, un groupe humain, sans avoir la moindre idée de ce quoi il s'agit. Le Rom est mouvant. Pour des sédentarisés indécrottables il incarne le pire de tous. C'est archaïque. Alors on développe cette peur à l'extrême pour justifier du comportement des sinistres en charge de ce dérivatif. Nous fournissons le coupable de vos maux, ainsi que nous montrons notre force à mater les plus rebelles. Tremblez dans vos chaumières et cessez de vous plaindre. Voyez ce que nous réservons aux cas incontrôlables. Du spectacle – démolition des camps avec des bulldozers surdimensionnés et force caméras pour les JTs qui relaient l'immonde avec délectation. On expulse. On avionne avec la complicité de compagnies aériennes bien taiseuses. Plus tard, dans l'un des deux pays, on inaugure un moyen plus radical : les camions plombés où le pot d'échappement finit dans la partie réservée aux sujets visés. Pour l'autre pays, on n'en est pas encore là, peut-être parce que l'on sait que cette population bannie devient de plus en plus fragile physiquement et psychologiquement, elle meurt. Mortalité massive, en majorité jeune. On peut peiner à croire que ce soit une volonté délibérée, mais alors qu'on le dise si ça n'est pas de cela dont il est question. Quel espoir ont ces parias ?

Dans cette petite histoire, une chose reste impossible, puisque ça n'est pas une histoire imaginaire, c'est le fait que les deux Chefs ne se rencontrent jamais. Celui qui fit œuvre de pionnier en la matière a débuté sa véritable ascension dans les années 1920 pour devenir Chef suprême dans les années 1930, alors que le second débute dans les années 1990 pour atteindre la Chefferie suprême, courant 2007.

Ils se marièrent et eurent de nombreux enfants... FIN ? Ou à suivre... ?

Jusqu'où cela ira ? Jusqu'où, le silence assourdissant de ceux qui ont la possibilité de parler au plus grand nombre va-t-il nous conduire ?

Sur le front des grèves ? Au moins il aura fait beau ! Pas pour tous, hélas !

GABAR



Le retour de très vieilles ombres

L'ATTAQUE depuis cet été, par les plus hautes autorités de l'État, des Tsiganes, avec destruction de campements, est une dangereuse nouveauté : c'est la première fois, depuis les mesures contre les Juifs de 1940, qu'un groupe ethnique est officiellement stigmatisé comme posant en tant que tel un « problème » imposant un « traitement » spécifique. Et la précaution oratoire consistant à parler de « certains parmi les gens du voyage et les Roms » ne saurait faire illusion. Imaginons le tollé que produirait de nos jours à juste titre une phrase évoquant avec la même précaution les « problèmes que posent les comportements de certains Juifs » !

De même, la proposition d'extension de la déchéance de la nationalité modifie de manière radicale la conception de la nation ; il y aurait deux sortes de Français : ceux qui le seraient de manière essentielle, dont la nationalité ne saurait être remise en cause et puis les autres, dont la nationalité française

serait comme un attribut temporaire et conditionnel.

Si la politique d'expulsion de sans-papiers continue de plus belle, nous assistons aujourd'hui à un élargissement de la cible : la frontière entre « eux », les étrangers indésirables et « nous » se déplace à l'intérieur des frontières.

Les populations visées par la suspicion sont françaises (c'est le cas de 90 % des Tsiganes et depuis longtemps), mais ont quelque chose d'étranger au standard du Français moyen : les jeunes de banlieue (et parfois les jeunes tout court), les couples mixtes, les gens de couleur, les musulmans... Ces populations ont en quelque sorte « un pied dedans, un pied dehors ». Au gré des événements médiatiques, on mettra au pilori l'une ou l'autre pour justifier une politique de plus en plus sécuritaire et détourner les colères des citoyens des responsables de leur situation.

La citation suivante, et son commentaire, donnent un bon aperçu de comment fonctionne la désignation de cible : ici l'immigration. Elle provient de M. Frédéric Lefebvre, porte-parole de l'UMP :

« La délinquance, chacun sait qu'il y a des liens avec l'immigration, chacun le sait. C'est souvent pas correct de le dire, mais c'est une réalité que chacun connaît. »

On a là une vigoureuse expression de la doctrine qui était jusqu'alors l'apanage du Front national et qui vient d'être validée officiellement à Grenoble par le chef de l'État. On ne sait pas si le terme immigration désigne les étrangers qui arrivent sur notre sol ou les Français issus des immigrations plus ou moins lointaines. Mais attention, il y a bien d'autres messages cachés dans cette petite phrase, qui n'est évidemment pas un dérapage : la répétition de « chacun le sait » et de « chacun connaît » en appelle bien sûr au « bon sens » (on ne cesse d'y revenir) ; mais elle prétend nous parler aussi d'expérience : vous avez bien une grand-mère qui s'est fait voler son porte-monnaie, une sœur qui s'est fait embêter dans la rue, c'était bien un Noir ou Arabe, non ? Vous vous êtes fait cambrioler récemment ? Il y a bien un camp rom pas loin de chez vous ?... Voilà ce que, mine de rien, nous dit, dans le climat actuel, cette petite phrase.

Elle dit aussi autre chose. L'énoncé « c'est souvent pas correct de le dire » signifie : nous vivons sous un régime de dictature des bien-pensants où il faut beaucoup de courage pour dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas. Il est temps de libérer la parole et, par l'exemple que je vous donne, je vais vous y aider : allez-y, lâchez-vous ! Nous vous soutenons !

Comme cela avait été tenté avec le débat sur l'identité nationale, les chiens sont lâchés. Mais il faut encore s'assurer que l'ennemi est bien identifié : l'immigré. Et peu importe qu'il soit en fait français ou étranger, son apparence suffira à le faire reconnaître. Pour enfoncer le clou, on feint de parler « peuple » : Lefebvre omet soigneusement le « ne », marqueur de la négation en « bon français ». Il dit : « c'est pas correct » au lieu de « ce n'est pas correct ». Sous entendu : nous ne sommes pas de ces élites totalement ignorantes de la « réalité », enfermées dans leurs beaux quartiers, qui se permettent à bon compte d'éprouver de beaux sentiments. Nous sommes proches du peuple, conscients de cet enfer que vous font vivre au quotidien les délinquants-immigrés.

JEAN

courriel : asso.criaar@orange.fr



Une vie après la mort

Par une nuit, probablement sans lune, trois silhouettes, dont deux portent ce qui semble être une soutane, enterrent discrètement un cadavre dans le jardin du presbytère. Nous sommes à Étrépiigny, petit village ardennais de 400 âmes, le 28 juin 1729. Pourquoi le clerc du lieu et deux curés du voisinage se débarrassent-ils d'un corps, sans plaque ni pierre tombale ? Le lendemain les habitants, demandant des nouvelles de leur prêtre, il leur est ordonné de ne plus s'enquérir de Jean Meslier, qui fut pourtant leur curé durant quarante ans ! Le spectre de Meslier terrorise ces serviteurs de Dieu : il a laissé deux lettres, affirmant « ne plus devoir maintenant faire encore difficulté de dire la vérité », « avoir mille fois maudit dans le cœur les vaines et abusives fonctions de ce vain ministère » et que « toutes les religions ne sont qu'invention



Jean Meslier, curé sans dieu ni maître

« *Que tous les Grands de la terre et que tous les nobles fussent pendus avec les boyaux des prêtres.* » Ces fortes paroles inspirèrent plusieurs variantes égayant les murs en mai 1968. Qui se rappelle qu'elles furent écrites il y a près de 300 ans par un curé de campagne ? Son *Mémoire* est un cri universel pour que l'humanité s'émancipe de ce qui l'infantilise et l'exploite, les religions et les pouvoirs. »

à la solde du pouvoir pour abuser le peuple. » Diable, cela sent l'apostasie ! Ce maudit curé précise qu'il a écrit un *Mémoire*. Ciel !

Il suffit de quelques années pour que des copies du *Mémoire* circulent. Voltaire y fait allusion dans une lettre de 1735. En 1762 il en tire un abrégé, *Le Testament du curé Meslier*, qui se révélera un détournement du texte original. Ce n'est qu'en 1864 qu'une version complète sera éditée à Amsterdam en seulement 500 exemplaires. Meslier ne sortira de l'oubli qu'en 1965, à travers la biographie que lui consacre Maurice Dommanget. Paradoxalement son nom figure sur un obélisque à Moscou, gravé par les bolcheviques en 1919 ! Ainsi les bourreaux des marins de Cronstadt et des paysans anarchistes makhnovistes glorifient un homme qu'un de ses contemporains accuse d'avoir « composé au seuil de sa vie une œuvre anarchiste, destructrice de la Société » !

Docteur Jekyll et mister Hyde

Jean Meslier naît dans une famille aisée ardennaise. Malgré son peu d'enthousiasme, son père l'inscrit au séminaire de Reims et son chemin (de croix ?) le conduit à la cure d'Étrépiigny, village de paysans, de bûcherons, de manouvriers. L'église jouxte un château, et la forêt voisine abrite une abbaye qui prélève la dîme sur les paroissiens. Contrairement à ses prédécesseurs, il est cultivé et ne boit pas, ce qui lui vaut d'être bien noté par ses supérieurs. Certes, il ne moralise ses ouailles que très modérément et il prend une servante de 23 ans, car « il faut être sot pour ne pas par bigoterie et par superstition goûter au moins quelques fois à ce doux penchant de la nature ». Il aime bien ses fidèles, même s'il regrette leur penchant pour la superstition. Cette vie paisible est

bouleversée par deux événements qui le marquent profondément.

Le « grand hyver » de 1709 décime animaux, plantes, humains. Mais le châtelain, les moines et le roi continuent à prélever les impôts. Meslier enrage de voir ses paroissiens réclamer des prières collectives, au lieu de s'en prendre aux puissants. « Comment Dieu peut-il affliger les hommes de peste, de maladie, de guerre et de famine ? Comment se plairait-il à les voir mourir de faim et de misère ? » Il prononce plusieurs sermons hostiles à la noblesse.

En 1716 il admoneste le seigneur du lieu. « Nous prions Dieu pour Antoine de Touilly, qu'il lui fasse grâce de ne point maltraiter le pauvre et dépouiller l'orphelin. » Ses prêches deviennent des réquisitoires et le châtelain sollicite l'intervention de l'archevêché, qui lui impose de s'amender, de se séparer de sa servante de 20 ans et de passer un mois de méditation au séminaire de Reims. Il renonce à l'affrontement direct, pas à ses idées. Prêtre docile le jour, il va consacrer les dix dernières années de sa vie à la rédaction nocturne d'un mémoire contre Dieu, contre les religions, contre le roi et la noblesse. « Les pauvres sont soumis au régime de l'espérance, rien sur terre, tout au ciel, les derniers seront les premiers et autres mensonges inventés pour les tenir en rang, leur faire payer moult impôts sans protestation, ni révolte. »

Des dieux et des puissants faisons table rase

« Vous serez misérables et malheureux, vous et vos descendants, tant que vous souffrirez la domination des princes et des rois de la terre, vous serez misérables et malheureux, tant que vous suivrez les erreurs de la religion. » Dans le *Mémoire* de nombreux exemples montrent que la foi est l'abdication de la raison, où l'homme-boa avale n'importe quoi. Jean Meslier met le doigt sur les contradictions

des textes sacrés, les fausses prédictions des prophètes, la notion guerrière de « peuple élu » citée dans l'Ancien Testament : « Vous ne ferez point d'alliance avec les autres Peuples, et vous ne leur ferez aucune grâce, au contraire vous les détruirez. » Il dénonce l'Église qui justifie cyniquement sa richesse dans le Nouveau Testament : « Si nous avons semé parmi vous les biens spirituels, est-ce une grosse affaire si nous moissonnons vos biens corporels. » Se débarrassant de Dieu, il jette avec l'eau (bénite) du bain ses thuriféraires : « Les ecclésiastiques, moines et abbés richement dotés de revenus, ces diseurs de messes et de bréviaires ridiculement déguisés n'ont aucune utilité, qu'on les mette au travail pour le bien commun. » L'alliance du trône et de l'autel est permanente : « La religion soutient le gouvernement politique si méchant qu'il puisse être ; et à son tour le gouvernement soutient la religion si sottise qu'elle puisse être. » Pour faire table rase il fait appel aux tyrannicides : « Où sont passés ces généreux meurtriers de Tyrans que l'on a vu dans les siècles passés ? »

Ouvrant des chemins qu'emprunteront plus tard Babœuf, Kropotkine, Bakounine, il propose de construire un monde basé sur la collectivisation des terres, la jouissance commune des biens, l'égalité communautaire, l'amour libre : « Un autre abus est l'appropriation particulière que les hommes font des biens et des richesses de la terre, au lieu qu'ils devraient tous également les posséder en commun et en jouir aussi tous également en commun. » La misère renforce une société de domination : « Si vous mettez les peuples dans l'abondance, ils ne travailleront plus, ils deviendront fiers et indociles et seront toujours prêts à se révolter ; il n'y a que la misère et la faiblesse qui les rend souples. »



C'est la faute à Voltaire

« Le peuple sera toujours sot et barbare, ce sont des bœufs auxquels il faut un joug et du foin. » L'auteur de ces fortes paroles n'est autre que le symbole des Lumières, François Marie Arouet, dit Voltaire. Celui qui fréquenta les Grands et laissa une énorme fortune s'éteint en disant : « Je meurs en adorant Dieu. » C'est le même qui fait imprimer en Hollande un abrégé à sa sauce du *Mémoire*, intitulé *Le Testament du curé Meslier*, présenté comme « témoignage d'un curé qui, en mourant, demande pardon à Dieu d'avoir enseigné le christianisme ». Il en fait un texte déiste, en efface toute référence sociale. Il est vrai que, pour lui « le mensonge est un vice quand il fait du mal, c'est une grande vertu quand il fait du bien ». Car « ce curé voulait anéantir toute religion et même la naturelle, aussi ses abrégés sont-ils purgés du poison de l'athéisme ». De toute façon la populace est ignorante et doit le rester : « Pourquoi adresser ce testament à des hommes agrestes qui ne savent pas lire ? Et s'ils avaient

pu lire, pourquoi leur ôter un joug salutaire, une crainte nécessaire qui seule peut prévenir les crimes secrets ? La croyance des peines et des récompenses est un frein dont le peuple a besoin, la religion bien épurée serait le premier lien de la Société. » La messe est dite...

L'Histoire est encombrée de nombreux intellectuels libéraux qui adorent le « peuple », tant qu'il reste soumis. Dès qu'il se révolte, s'unit, s'autonomise, il faut vite refermer la cage. Émile Zola se remet ainsi de sa terreur du printemps 1871 : « Le bain de sang que le peuple de Paris vient de prendre était peut-être d'une horrible nécessité pour calmer certaines de ses fièvres. Vous le verrez maintenant grandir en sagesse et en splendeur. » Dans *Germinal* transpire sa hantise d'une révolution populaire : « C'est la vision rouge de la révolution qui les emporterait tous, par une soirée sanglante de cette fin de siècle. Oui, un soir, le peuple lâché, débridé, galoperait ainsi sur les chemins ; et il ruissellerait du sang des bourgeois. Oui ce serait la même cohue effroyable, de peau sale, d'haleine empestée, balayant le vieux monde, sous leur poussée débordante de barbares. »

Meslier doit, encore aujourd'hui, se retourner dans sa tombe, car les religions conservent tout leur parfum d'opium du peuple. Les mouvements sociaux sont contrôlés, endigués, redirigés vers les urnes et le « Parti-Église » s'oppose à tout débordement qui pourrait conduire à l'auto-organisation, à l'autogestion. Pourtant « s'il est douloureux de subir ses chefs, il est encore plus bête de les choisir »...

ÉLAN NOIR

À lire *Les Aventures véridiques de Jean Meslier (1664-1729), curé, athée et révolutionnaire* de Thierry Guilabert, paru aux Éditions libertaires en 2010.

À voir : *Le Curé Meslier. Précurseur du Siècle des Lumières*, un film d'Alain Dhouailly, produit par Général Memo Kyoko Nagasawa et les Jardins – Jeudis de La Spouze 2007

Voix et interprétation : René Bourdet. Extraits musicaux : Music for Bass viols et Songes et éléments.

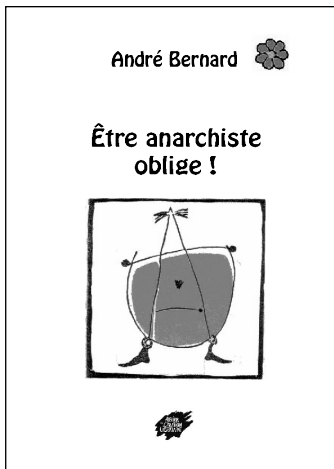
Dvd, durée 55 mn. Envoi contre 15 euros, adhésion et frais de port compris à l'ordre de l'Association Centre Créations Culturelles La Spouze, 23230 La Celle-sous-Gouzon.

Ou auprès d'Alain Dhouailly, 7, rue de Prague, Paris 12^e, Tél. : 01 43 47 01 20.

À lire également : *Lire Jean Meslier, curé et athée révolutionnaire, introduction au mesliérisme et extraits de son œuvre*, par Serge Deruette, préface de Roland Desné, 2008, éditions Aden, collection Opium du peuple.

18 - mauvaises lectures

Être anarchiste oblige ! Atelier de création libertaire, Lyon, septembre 2010, 14 euros.



Un dur à cuire de la non-violence

« Être anarchiste oblige », nous dit André Bernard, dans son dernier ouvrage. En tout cas, une ligne ferme l'a mené depuis tout jeune sur cette voie, qu'il n'a plus quittée. Et il porte haut les valeurs de l'anarchisme qu'il enrage de toujours voir ficelé avec la violence et les faits divers de flamboyants compagnons à la gâchette facile... finalement peu nombreux, mais qui sont les seuls dont on veut bien

se souvenir !

Il tombe dedans dès 15 ans : une marmite pleine d'anarchistes, un bouquet de jeunes réfractaires : une bonne soupe qu'il digère facilement.

C'est en 1954, période où il est incorporable – ça veut dire alors la guerre d'Algérie – qu'il prend sa décision : il n'ira pas. Il part seul à Genève, mais il y rencontrera d'autres insoumis français et des réfugiés de diverses nationalités.

Une vie bien remplie, avec des compagnes et compagnons de lutte, de réflexion et d'action ; des écrits, des revues auxquels il participe. Et l'action ! car la non-violence, à laquelle il adhère d'emblée, est bien loin de l'inaction : il est bien préférable d'être en forme pour l'action non violente...

D'ailleurs, à ceux qui pensent que la non-violence, c'est « donner le choix des armes à ceux d'en face » – comme je l'ai entendu récemment –, ce livre nettoiera les neurones, car enfin l'État n'a-t-il pas toutes les armes, et ne possède-t-il pas également tous les pantins pour s'en servir, qui les dirigeront sans état d'âme sur nous ? Les armes ne sont pas de notre côté, en tout cas pas celles qui transpercent, qui trouent et déchiquettent les corps.

La guerre civile est une horreur et il veut mieux envisager une révolution non sanglante ; oui, il faudra de l'imagination et de la détermination. On lira avec grand intérêt cette partie de la réflexion menée par André ces dernières années, car il nous propose ses articles parus aussi bien dans Le Monde libertaire que dans la revue Réfractaires.

Un bien chouette livre.

On lira avec profit le livre d'Erica Frater, Réfractaires à la guerre d'Algérie 1959-1963, Syllepse, 2008, 18 euros. Un groupe d'anciens réfractaires raconte comment ils ont dit « non » : bel exemple de désobéissance civile.

Les Retraites. Collectif, Éditions du Monde libertaire. 2002, 72 pages. 5€.



Quelques extraits d'un des textes de la brochure signés Michel SAHUC:

Vers l'abolition du salariat et des retraites.

Nous savons que dans le contexte actuel de décomposition syndicale, le combat pour assurer des retraites dignes à l'ensemble des travailleurs sera difficile. Nous sommes devant des forces financières puissantes: Banque Mondiale, FMI,

OCDE et Banque Européenne qui sont appuyées, dans notre pays, par la refondation sociale du MEDEF et le gouvernement de droite. [...]

Dans le cadre d'une résistance syndicale, nous défendons ce que nous croyons possible de défendre. Mais, en tant qu'anarchistes favorables à l'abolition du salariat, nous sommes aussi pour l'abolition des retraites qui ne sont, en somme, que

des pensions salariales.

Nous rappelons que dans une société fédérale autogestionnaire [...], les besoins des individus qui cesseront leurs activités professionnelles pour le bon fonctionnement de la collectivité, seront pris en charge par les services publics des communes fédérales [...], selon le principe de la répartition des biens, et qui devra assurer, avec l'aide de travailleur-ses sociaux et des voisin-e-s, le suivi des personnes âgées pour qu'elles soient maintenues, le plus longtemps possible, dans le tissu social.

Dans le cadre de la liberté, nous devons éviter les ghettos gériatriques de type maisons de retraite ou, comme aux USA, de villages pour troisième âge. Le maintien à domicile doit être privilégié et la résidence en maison de repos doit se faire à la suite du choix de la personne.

Enfin [...], il nous faut choisir entre la peste des fonds de pension et du marché capitaliste ou le choléra des retraites par répartition et le monopole de l'État.[...]

Nous choisissons avec les travailleur-ses de défendre dans la situation économique politique et sociale actuelle, des retraites par répartition solidaire avec, pour objectif, l'égalité [...]

Et pour l'avenir, l'abolition du salariat, de l'argent et donc des pensions de retraite.

Abonnement à Creuse-Citron

Les frais d'envoi postaux sont de 1,25 € par numéro. Creuse-Citron étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 n°) = 5 € (frais de port) + ... (prix libre) / 2 ans (8 n°) = 10 € (frais de port) + ... (prix libre)

20 ans (80 numéros) = 100 € (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de Citron Libre et adressez-le à Creuse-Citron, BP 2, 23000 Sainte-Feyre.

En espérant que lorsque vous lirez ces lignes, nous ne serons pas englués dans un brouillard puant l'« après thatchérisme » à la française !

Les vaillants militants des « renseignements généreux » après nous avoir offert un excellent site web (www.les-renseignements-generaux.org), nous proposent maintenant, en plus, une revue papier de qualité à prix libre, **LA TRAVERSE**. Celle-ci « à travers des entretiens, des analyses, des exposés, [devrait s'efforcer] de tendre vers deux directions, à ses yeux indispensables dans le monde d'aujourd'hui : forger des outils d'autodéfense intellectuelle ; imaginer, construire et faire découvrir des actions politiques ou des alternatives qui lui semble pertinentes ». Dans ce **premier numéro (été 2010)**, à découvrir des articles, des rencontres... riches de réflexions et d'analyses dont celles de Nestor Potkine à propos de « la théorie de la tendance à la réduction de la dissonance cognitive » (théorie psychologique présentée en 1957 par Leon Festinger). Une revue à se procurer sans attendre !

Le mensuel anarchiste-communiste, **Courant alternatif** dans son numéro d'octobre (n° 203) revient sur un débat (« Etre vegan, une mode pour temps de crise ») que l'on croyait à peu près disparu dans les milieux libertaires, celui de l'antispécisme.



L'antispécisme [c'est la considération que les intérêts des animaux non humains doivent être pris en compte au même titre que s'il s'agissait des intérêts humains] est apparu en France au début des années 90. Après avoir été rejeté par la quasi-totalité du mouvement libertaire, il tente de revenir aujourd'hui « sous une forme anglo-saxonne plus militante et puriste, drapée d'anarchisme life style, le ve-

ganisme. Etre vegan est devenu un signe de reconnaissance au même titre qu'un style vestimentaire ou musical, qu'une façon de parler ou d'écrire ». Débat intéressant intellectuellement, mais peut-être, y a-t-il d'autres priorités en ces temps de régression sociale généralisée ?



Le Monde Libertaire inaugure dans ces colonnes, depuis septembre, deux nouvelles rubriques qui se veulent régulières : l'une consacrée aux sciences et à la philosophie des sciences (« Face à la recrudescence inquiétante de l'anti-science et de l'irrationalisme, notamment dans les discours visant - par ignorance ou par manœuvre - à rejeter les valeurs inhérentes à l'exercice des sciences comme instrument ultime de la connaissance, ou, inversement, devant les odes mensongères aux technosciences subordonnées aux diktats du capitalisme le plus conquérant, cette rubrique se veut un espace de publication sur et autour des sciences ») et l'autre consacrée à l'histoire (« discipline à la lumière de laquelle on éclaire souvent le présent »).

« Face aux politiques sécuritaires, quelles alternatives ? », c'est le dossier qui nous est proposé dans le dernier numéro d'octobre-novembre (n° 80) de **No Pasaran**, dossier on ne peut plus d'actualité. « Pour obtenir l'assentiment de la population sur l'ensemble des mesures [sécuritaires], on joue sur la Peur. Peur du terrorisme, peur du délinquant, peur du manifestant/jeune/autonome/casseur, peur de l'immigré islamiste... Cet aspect est sûrement le plus essentiel car il fait reposer une société non sur une capacité de vivre ensemble en se responsabilisant, mais sur des angoisses existentielles d'un Monde qui va à la dérive. La déconstruction de l'Etat social et l'avènement de l'Etat pénal correspond à la toute puis-

sance du libéralisme mondialisé ». On pourra y lire entre autres un intéressant interview de Mathieu Rigouste (auteur de « L'ennemi intérieur »), mais aussi un autre de Jean-Pierre Garnier (auteur de « Une violence éminemment contemporaine – Essais sur la ville, la petite-bourgeoisie intellectuelle et l'effacement des classes populaires ») qui « analyse comment s'opère l'exclusion sociale au travers de la rénovation urbaine ainsi que le contrôle du territoire au travers de la spatialisation des territoires, au profit des classes dominantes ».

Fakir devance la presse officielle dans son numéro d'automne (n° 47) en nous présentant un dossier des plus présidentiel : « DSK, médias, patronat : la fabrique d'un candidat ». Comme il est finement dit, d'ici peu, nombre de nos « amis » de « gauche » s'écrieront tous ensemble : « Yes, we Strauss-Kahn » ! Au choix, à en rire ou à en pleurer ?

Depuis quelques temps, **Fakir** a eu la bonne idée de tirer à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires deux numéros spéciaux : l'un « la grande arnaque » (consacré à la « déforme » des retraites) et l'autre « La revanche des collabos » (consacré au détricotage du programme du CNR [Conseil National de la Résistance] : sécurité sociale, services publics...). On peut les trouver dans des manifs, des bars ou sur demande.



À signaler la réédition des trois brochures (de 1985 à 1987) du groupe clandestin **Os Cangaceiros**. Ces « chômeurs-à-vie » se sont invités « dans les craquelures du contrat social pourrissant des Trente Glorieuses. Ils et elles ont participé ou relayé lucidement les « scandales » de ceux qui n'ont plus rien à perdre : ces insoumis de la domestication industrielle et du chantage à l'emploi ».

20 - vous êtes cernés



RENDEZ-VOUS le 11 NOVEMBRE à GENTIOUX

Rassemblement antimilitariste à 11 h à Gentioux, devant le monument aux morts pacifiste.

A partir de 12 h 30 au Villard (entre Gentioux et Royère-de-Vassivière), repas des partageux : buffet libertaire composé des victuailles apportées ou non par chacun ; et aussi tables de presse.



Le 11 décembre à Paris

Radio libertaire consacre une journée au thème de la liberté d'expression et les alternatives en acte. Le 11 décembre de midi à minuit au CIP (Coordination des intermittents et des précaires d'Ile de France), 14-16 quai de la Charente, 75019 Paris (<http://www.cip-idf.org/>)

Il y aura donc des films, de la musique, des débats enregistrés pour *Radio libertaire*, avec divers médias alternatifs comme intervenants dont Creuse Citron.

Pour écouter *Radio libertaire* ailleurs qu'à Paris : <http://rl.federation-anarchiste.org/>

Rappelons que la Coordination des intermittents et précaires, logée par la mairie de Paris depuis de nombreuses années, est désormais expulsable à tout moment. Les négociations engagées en 2009 avec la mairie de Paris pour son relogement sont au point mort depuis avril 2010. Un jugement du Tribunal d'Instance à l'encontre de la CIP a rejeté l'exception d'incompétence que la CIP avait soulevé le 29 juin 2010, et a ordonné l'expulsion ainsi que le versement d'une astreinte mensuelle de 5 500 euros par mois, et ce à compter du mois de décembre 2009.

En attendant les bulldozers, une pétition est en ligne sur le site : <http://soutien-cipidf.toile-libre.org/>

Cercle de réflexion sur le progrès

La question du progrès est la question sociale par excellence. Alors que le délabrement de la nature et des sociétés humaines se poursuit sous nos yeux, il devrait désormais être évident, pour qui cherche encore à comprendre et à juger la situation, que la critique de l'idéologie du progrès est la condition de toute critique. S'il en est ainsi, une des urgences intellectuelles de l'heure est de reformuler, puis de défendre, une définition du progrès désabusée et plus humaine (si tant est qu'il est encore possible de sauver cette notion).

Un *Cercle de réflexion sur le progrès* s'est récemment constitué en Creuse et propose des discussions dans les mois qui viennent :

Jacques Ellul, précurseur de la critique anti-industrielle (deuxième soirée).

L'Internationale Situationniste, 40 ans après

Procréation médicalement assistée, signification humaine et sociale, avec la projection du film *Des cigognes et des éprouvettes*, en présence d'un des réalisateurs.

Retour sur les luttes antinucléaires en Limousin et ailleurs.

À Aubusson au *Fabuleux destin café* et à Eymoutiers au *Potron minet*, entrée libre.

Pour toute information contacter Cédric au 05 55 64 14 25

Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson :

Bar *Au Fabuleux Destin*, 6, rue Roger Cerclier.
Bar *Volup'thé*, 57, rue vieille.

Bussière Dunoise : Bar restaurant *Le Tilleul*
Champagnat / St-Domet : Étang de la Naute.

Eymoutiers :

Librairie *Passe-Temps*.
Le Monde allant vers : *brocante, récup*, 2, av. du M^el Foch
Bar *Le Potron minet*

Felletin : Bar-tabac *Le Troubadour*.

Guéret :

Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché.
Coop des champs, rue de Lavilatte.
Librairie *Les Belles Images*, rue E. France.
Librairie *Au fil des pages*, place du Marché.
Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice Rollinat.

La Souterraine : Sandwicherie *Le Damocles*, 6, impasse St-Michel.

Limoges : Local associatif *Undersounds*, 6, rue de Gorre.

Moutier-Rozeille, La Clide : Atelier de sculpture J.-L. Gautherin.

Royère : Bar *L'Atelier*.

St-Laurent : Bar *L'Envolée*.

St-Loup : Restaurant *Le P'tit loup*.

Sardent :

Bar *Chez Josiane*.
Épicerie *Chez Hervé*.
et bien sûr dans les manifs et les rassemblements

Également téléchargeable :
<http://creuse-citron.revolublog.com>

Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

Prix Libre

Nous vous proposons *Creuse-Citron* à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations.

Abonnements : voir page 18



Courrier postal : Creuse-Citron
BP 2 23 000 Sainte-Feyre
Courriel : creusecitron@free.fr

Numéro réalisé avec le logiciel libre
SCRIBUS (www.scribus.net)
Plate-formes : Linux, MacOS X,
Windows



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.

IPNS